

« Dans le Sud-Artois, les demandeurs d'asile au secours des agriculteurs locaux en manque de main-d'œuvre », L'Avenir de l'Artois, 16 août 2021

Faute de main-d'œuvre locale, Jean-Michel Sauvage, agriculteur à Courcelles-le-Comte, a décidé de faire appel à des demandeurs d'asile du centre d'accueil de Croisilles. Et le cultivateur ne regrette pas d'avoir monté ce qu'il appelle « ma brigade internationale »

Par [Antoine Da Silva](#)



Huit nationalités cohabitent dans les champs de ce cultivateur bio.

Jean-Michel Sauvage peste contre ce qu'est devenue sa campagne du Sud-Artois : « Il n'y a plus de paysans. Il n'y a plus que des grandes exploitations. » Mais n'oublie pas d'évoquer sa chance : « Quel bonheur j'ai de voir ma brigade internationale dans les champs. » Seize personnes, huit nationalités, cohabitent sur les 60 hectares de sa ferme.

D'après ce membre de la Confédération paysanne, ce modèle agricole qu'il tance a éloigné les actifs des exploitations agricoles. Impossible pour lui de trouver des saisonniers habitant dans le canton de Bapaume pour s'atteler au désherbage de ses parcelles bio. Après avoir fait appel à des travailleurs détachés pendant des années, il a fait part de ses difficultés de recrutement au maire de Croisilles, Gérard Dué, qui l'a orienté vers le centre d'accueil et d'examen des situations situé dans sa commune. Dans ce lieu où l'association la Vie active accueille des exilés ayant échoué aux portes de l'Angleterre et [leur propose de les aider dans leurs démarches de régularisation](#), l'agriculteur militant a trouvé ceux dont il dit qu'ils ont sauvé sa culture.

Quitter le centre

Parmi eux, Maekele, Kalia et Shirazi. Sans grande expérience dans le domaine – seul le second élevait des chameaux au Tchad, les trois hommes vont s'imposer par leur abnégation. « Même si c'est un métier difficile, c'est un métier qui donne envie de se battre », souligne l'ancien éleveur africain devenu chef d'équipe en Europe. Un travail qui leur permet de s'éloigner quelque temps du centre d'accueil : « Je préfère travailler dans les champs que rester à m'ennuyer dans ma chambre », illustrent Shirazi et Maekele.



La «brigade internationale» se charge du désherbage.

Un éloignement qu'ils espèrent, à terme, définitif. Contrairement à bon nombre de leurs actuels colocataires croisillois caressant encore l'espoir de traverser la Manche, le trio a fait le choix de s'implanter en France. « Leur travail auprès de Jean-Michel Sauvage et leur maîtrise du français devraient les aider à obtenir un titre de séjour et à réussir leur passage devant l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) », estime Gwendoline, éducatrice au CAES.

Objectif : carte de séjour

Optimisme partagé par Thierry Devisme chef de service à la Vie active, qui voit même plus loin : « Ils vont obtenir une carte de séjour et avec cette carte de séjour, ils pourront prétendre des CDI. » Et suivre l'exemple de Tsgab, réfugié érythréen en CDI chez Alobat à Bapaume, qui affiche sur son CV une expérience dans le domaine agricole : « C'est là où j'ai découvert les endives. », se rappelle ce dernier.

Jean-Michel Sauvage observe ces saisonniers venus d'ailleurs, le regard empli de tendresse. Il ne manque jamais de s'enquérir de la situation administrative de sa «brigade internationale» (du nom de ces étrangers ayant combattu aux côtés des républicains lors de la guerre d'Espagne en 1936, NDLR) et se réjouit de les avoir à ses côtés dans un territoire où certains avaient manifesté bruyamment leur opposition à l'implantation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile : « Dans mon village à Courcelles, le FN fait 60 %. Leur travail dans les champs, ça peut ouvrir l'esprit des gens d'ici. »

Un vœu pieu pour ce défenseur de l'agriculture paysanne. Si Jean-Michel ne parvient pas à changer le monde agricole, il aura réussi à changer la vie des membres de sa brigade internationale.